



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction des Affaires Locales,
Juridiques et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement
et de l'Urbanisme

A R R Ê T É

LE PREFET DE SAONE ET LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

**Autorisation d'exploiter une carrière
de matériaux alluvionnaires**

**Société Carrières Bresse Bourgogne
à Ouroux sur Saône**

N°

D 2 B 4 - 0 1 - 4 0 3 3

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU le titre 1^{er} du Livre II du Code de l'Environnement,

VU l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU la nomenclature des installations classées,

VU le projet de Schéma Départemental des Carrières approuvé par arrêté préfectoral du 29 Mai 2001,

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône - Méditerranée - Corse approuvé le 20 décembre 1996,

VU la demande présentée le 25 Octobre 2000 par la Société Carrières Bresse Bourgogne (C2B), à l'effet d'être autorisée à exploiter une installation classée sur le territoire de la commune d'Ouroux sur Saône,

VU l'arrêté préfectoral n° 89-125 du 2 Mai 1989 autorisant l'exploitation de la carrière alluvionnaire sur la commune d'Ouroux sur Saône, par la société SEREG,

VU l'arrêté préfectoral n° 92.143 du 4 Mai 1992 autorisant la mutation d'exploitant au profit de la SA CHALON AGREGATS DRAGAGES DE SAONE,

VU le récépissé de changement d'exploitant du 27 Juin 1995 au profit de la société C2B,

VU le dossier d'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 7 mai 2001 au 7 juin 2001 et le rapport du commissaire-enquêteur,

VU l'avis du Conseil municipal de Saint Cyr, dans sa séance du 17 mai 2001,

VU l'avis du Conseil municipal de Marnay, dans sa séance du 14 juin 2001,

VU l'avis du Conseil municipal de Saint Christophe en Bresse, dans sa séance du 27 avril 2001,

VU l'avis du Conseil municipal de Saint Germain du Plain, dans sa séance du 5 juin 2001,

VU l'avis du Conseil municipal d'Ouroux sur Saône, dans sa séance du 15 juin 2001,

VU l'avis du Conseil municipal de Varennes le Grand, dans sa séance du 13 juin 2001,

VU les avis de :

- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement, en date du 19 juin 2001,
- M. le Chef de subdivision du service de la navigation Rhône-Saône du 2 août 2001,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, en date du 28 mai 2001,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, en date du 27 juin 2001,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 20 juin 2001,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, en date du 11 juin 2001,
- M. le Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, en date du 18 juin 2001,
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles, en date du 15 mai 2001,
- M. le Président du Conseil Général, en date du 8 août 2001,

VU l'arrêté de prorogation du délai d'instruction du dossier en date du 2 octobre 2001,

VU l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, région Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 15 Octobre 2001,

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières, dans sa séance du 7 Novembre 2001,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-2 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT l'absence sur le site d'exploitation de stockage de produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau et des sols, l'absence de rejet d'eau et les précautions prises en matière de prévention des nuisances sonores,

CONSIDERANT que l'extraction de matériaux alluvionnaires sur ce site est compatible avec le Schéma Départemental des Carrières,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

TITRE PREMIER

OBJET DE L'ARRETE

ARTICLE 1ER - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société des Carrières Bresse Bourgogne, dont le siège social est situé Zone Portuaire Sud - 71 380 Epervans, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter une carrière répondant aux caractéristiques établies par les articles 2 et 3 ci-après, sur le territoire de la commune d'Ouroux sur Saône, aux lieux-dits " Les Avoinières " et " Les Petits Prés ".

ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé d'une carrière à ciel ouvert, d'une superficie de 61 ha 43 a 63 ca, sur les parcelles énumérées par le tableau ci-dessous.

COMMUNE	SECTION CADASTRALE		N° DE PARCELLE	SURFACE TOTALE DE LA PARCELLE	SURFACE AUTORISEE
Ouroux sur Saône	ZD	Les Avoinières	n° 25 p	701 566 m ²	532 863 m ²
			n° 27p	8 993 m ²	6 200 m ²
			n°29 p	4 981 m ²	3 900 m ²
		Les Petits Prés	n° 55p	169 280 m ²	71 400 m ²

La surface autorisée inclut les zones de protection définies à l'article 19. Elle correspond à la surface à remettre en état.

La carrière est destinée à l'extraction de matériaux alluvionnaires à raison d'une production brute annuelle de 250 000 tonnes en moyenne, ne pouvant excéder 300 000 tonnes.

ARTICLE 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

DESIGNATION	RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	RÉGIME
Exploitation de carrières au sens de l'article 4 du code minier	2510	A

ARTICLE 4 - DUREE DE L'AUTORISATION CARRIERE

L'autorisation d'exploitation (extraction et remise en état) de la carrière est accordée pour une durée de 11 années à compter de la date de signature du présent arrêté. Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en oeuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance du présent arrêté. En tout état de cause, la notification de fin de travaux, après remise en état, devra parvenir en préfecture six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

ARTICLE 5 - ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

L'arrêté préfectoral n° 89-129 du 2 Mai 1989 est abrogé.

TITRE DEUXIEME

CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 6 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

ARTICLE 7 - REGLES COMPLEMENTAIRES

Les dispositions du présent arrêté sont établies en application et en complément de celles de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière.

ARTICLE 8 - GARANTIES FINANCIERES EN VUE DE LA REMISE EN ETAT DE LA CARRIERE

8.1. Montant des garanties financières

Selon les modalités définies à l'article 22 et le plan annexé, l'exploitation se déroule en 3 phases successives, la remise en état est strictement coordonnée à l'avancement des extractions.

Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état complète du site à un moment quelconque au cours de l'exploitation, il est fixé à 95 000 € pour l'ensemble des phases 1 et 2, 103 000 € pour la phase 3, et 50 000 € pour la dernière phase.

8.2. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'indice TP01 de référence est celui publié à la date de signature du présent arrêté.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

8.3. Modification des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation des garanties financières est subordonnée à la constitution préalable de nouvelles garanties financières.

8.4. Notification de la constitution et du renouvellement des garanties financières

Le détenteur de l'autorisation de la carrière adresse au préfet un document établissant la constitution des garanties financières dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté.

L'exploitant adresse au préfet le document attestant du renouvellement des garanties financières 6 mois avant leur date d'échéance.

8.5. Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité dans les conditions prévues à l'article 514-1.I.3^{ème} du Code V de l'Environnement .

ARTICLE 9 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

ARTICLE 10 - CONTROLES

L'inspecteur des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 11 - ENREGISTREMENT

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 12 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de cinq ans, sauf spécification contraire.

ARTICLE 12 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires à la prévention, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité (panneaux, clôtures, barrières...) .

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente, sans délai, les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

TITRE TROISIEME

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE

Section 1 - Aménagements préliminaires

ARTICLE 13 - BORNAGE

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

ARTICLE 14 - INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

ARTICLE 15 - CLOTURES ET BARRIERES

La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) doivent être ceinturées par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.

En matière de navigation et conformément à l'article 6.16 du Règlement Général de Police, la signalisation suivante est maintenue:

- sur la rive gauche de la Saône, à l'aval du chenal d'accès, les panneaux E₉, B₈, B₆ (12 km/h);
- à l'entrée du chenal d'accès le panneau A₁₂ complété par " sauf Sté. C2B ";
- à la sortie du chenal les panneaux E₁₀, B₈, B₆ (6 km/h), B₇;
- en rive droite à l'amont du chenal les panneaux E₉, B₈.

ARTICLE 16 - AUTRES AMENAGEMENTS PREALABLES

Afin de prévenir la pollution des eaux superficielles, des aménagements doivent être réalisés pour limiter le volume des eaux susceptibles de transiter sur la zone d'extraction, tels que:

- détournement des fossés ;
- collecte des eaux de ruissellement à l'amont du site et déversement dans le réseau superficiel hors de la carrière.

ARTICLE 17 - ACCES A LA VOIRIE

Les matériaux ne sont transportés que par voie fluviale.

La desserte du site d'exploitation se fait impérativement de manière à respecter l'espace des habitats d'intérêt communautaire situé entre la route départementale et le site d'extraction.

ARTICLE 18 - DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

Avant d'engager les travaux d'exploitation, l'exploitant est tenu d'adresser à M. le Préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. Cette déclaration atteste de la réalisation des aménagements imposés aux articles 13 à 17 ci-avant, elle est accompagnée de l'attestation de constitution des garanties financières telles que prescrites à l'article 8.

Section II - Modalités d'exploitation

ARTICLE 19 - DISTANCES LIMITES ET ZONES DE PROTECTION

L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place.

En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée.

La servitude de contre-halage est respectée tout le tour du plan d'eau en communication avec la Saône.

Une convention d'occupation temporaire est établie entre le propriétaire du plan d'eau et Voies Navigables de France.

ARTICLE 20 - DEFRICHEMENT

(sans objet)

ARTICLE 21 - DECAPAGE

21.1. Technique de décapage

Le décapage des terrains superficiels doit être limité aux besoins du phasage de l'exploitation ou de l'avancement des travaux d'extraction.

Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales constituant l'horizon humifère des stériles.

Le rabattement de la nappe aquifère est interdit.

Les matériaux de découverte doivent être stockés séparément, ils sont destinés soit à la réalisation des digues de protection soit à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière.

Les terres doivent être stockées de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.

21.2. Patrimoine archéologique

Le pétitionnaire doit réaliser une étude archéologique préalable aux travaux d'exploitation rendue nécessaire par la sensibilité archéologique du secteur. Le pétitionnaire prend contact avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles (S.R.A.) pour réaliser cette étude archéologique. A la convenance du pétitionnaire, cette étude archéologique concerne l'ensemble de la surface en une seule opération, ou est réalisée tranche par tranche en fonction du calendrier prévisionnel d'exploitation.

Cette étude a pour but de vérifier l'existence de vestiges et leur extension. Munie de ce document la Direction Régionale des Affaires Culturelles (S.R.A.) est en mesure de proposer deux types de mesures:

- la libération immédiate de la tranche d'exploitation ou du terrain ;
- la réalisation éventuelle d'une évaluation complémentaire dont le but sera de déterminer la conservation, la datation, et l'intérêt scientifique des vestiges reconnus lors de la première phase.

Une réunion de concertation entre l'exploitant et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Service Régional de l'Archéologie de Bourgogne, 39 rue Vannerie, 21000 Dijon) décide du devenir du site, si au terme de l'évaluation complémentaire la contrainte archéologique n'est pas levée; le pétitionnaire peut alors exclure de son périmètre d'exploitation la zone des vestiges ou s'engager à financer la totalité des actions de sauvegarde de patrimoine archéologique, rapport d'opération inclus, au titre des mesures compensatoires prévues à l'article 3,4°,alinéa e du décret 77-1133 modifié.

En outre, l'exploitant signale sans délais à ce service toute découverte archéologique faite fortuitement lors de l'exploitation et prend toutes mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis à jour, jusqu'à l'arrivée d'un archéologue mandaté par le S.R.A., en application du Titre III de la loi du 27 septembre 1941 relative aux fouilles archéologiques. "

ARTICLE 22 - EXTRACTION**22.1. Epaisseur**

Le gisement concerne des sables et graviers sur une épaisseur de l'ordre de 6,5 m à 10,4 mètres sous une couverture argilo-limoneuse d'environ 2,20 m à 3,30 mètres.

La profondeur maximale de la fouille ne doit pas dépasser 14 mètres.

22.2. Méthode d'exploitation

Le décapage est réalisé en période de basses eaux à la pelle hydraulique ou au buteur jusqu'au toit du gravier.

L'extraction est effectuée à l'aide d'une drague flottante.

Le rabattement de la nappe phréatique est interdit.

22.3. Phasages

L'exploitation se déroule suivant le plan annexé en phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier de demande d'autorisation.

Phase	Surface exploitable	Volume de matériaux à extraire
1	38 000 m ²	210 000 m ³
2	75 000 m ²	500 000 m ³
3	60 000 m ²	510 000 m ³
4	16 000 m ²	136 000 m ³

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

ARTICLE 23 - STOCKAGE DES MATERIAUX

Aucun stockage de matériaux ne se fait sur le site d'extraction.

ARTICLE 24 - EVACUATION DES MATERIAUX

Les matériaux sont évacués vers les lieux de traitement uniquement par voie fluviale.

ARTICLE 25 - REMISE EN ETAT DU SITE**25.1. Principes**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Il notifie l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DRIRE, et justifie de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans cotés, photographies...).

En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.

25.2. Modalités de remise en état

L'objectif du réaménagement est la réalisation de trois plans d'eau distincts.

Le bassin ouest reste en relation avec la Saône et sera aménagé en zone de loisirs nautiques.

Les deux bassins Est sont sans relation avec la rivière. Ils sont dédiés au milieu naturel pour le bassin Nord-Est et aux loisirs, pêche et baignade, pour le bassin Sud-Est.

L'activité de baignade dans le plan d'eau ne peut être autorisée qu'après la fin d'activité de la carrière et que si la qualité de l'eau le permet sur les plans physico-chimique et bactériologique.

La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- Le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site (rampes d'accès, pistes de circulation...).
- La configuration des plans d'eau doit être irrégulière.
- Les plans d'eau ont des tracés de berges souples aux formes arrondies avec des zones de berges à pente faible.
- L'installation des ceintures végétales est favorisée sur les berges en pentes douces.
- Les zones de refuge et d'alimentation pour la faune et en particulier les oiseaux sont favorisées.
- Le réaménagement des berges doit être conduit au fur et à mesure du déroulement de l'exploitation.
- Le merlon d'exploitation dans le secteur Est sera effacé de manière à ce que les terrains situés plus à l'Est et avant la digue définitive puissent bénéficier du régime d'inondation saisonnier.
- Les garanties financières liées à une phase ne pourront être libérées qu'après réaménagement de cette phase.

En fin d'exploitation, la zone d'extraction doit être rendue conforme au plan de remise en état annexé au présent arrêté.

TITRE QUATRIEME

PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT
--

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 26 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

26.1. Limitation des consommations

L'exploitant recherche par tous les moyens possibles à diminuer au maximum la consommation d'eau.

26.2. Utilisation

L'utilisation de l'eau est interdite pour un autre usage que celui de l'arrosage des pistes et en cas de situation accidentelle (incendie, ...).

26.3. Prévention des pollutions accidentelles des eaux

1°) L'entretien des engins de chantier est interdit sur le site.

2°) Le ravitaillement en carburant des engins de chantier s'effectue au dessus d'une aire étanche mobile, à l'aide d'un pistolet équipé d'un arrêt automatique de façon à ne provoquer aucun débordement.

3°) Le système de ravitaillement de la drague devra être équipé d'un pistolet équipé d'un arrêt automatique de façon à ne provoquer aucun débordement.

4°) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit sur le site.

5°) L'extension de la partie Nord Est se faisant en limite des bassins de la lagune de traitement des eaux usées de la commune d'Ouroux, le pétitionnaire doit apporter un soin tout particulier à la confection de la digue de façon à ce que le compactage ne vienne pas rompre l'étanchéité de ces bassins.

ARTICLE 27 - TRAITEMENT

(sans objet)

ARTICLE 28 - NORMES

(sans objet)

ARTICLE 29 – CONTROLE

Des analyses de la qualité de l'eau sont effectués trimestriellement dans un piézomètre situé à l'aval hydraulique de la gravière.

Les résultats sont adressés à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Elles porteront au moins sur :

- conductivité brute
- pH
- couleur
- qualité sensorielle (goût et odeur)
- turbidité
- ammonium
- fer
- manganèse
- nitrates
- hydrocarbures totaux
- indice permanganate

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 30 - TRANSPORT INTERNE DES MATERIAUX

Les pistes empruntées par les engins de décapage et de transports des matériaux de découverte sont entretenues en bon état et arrosées en période sèche.

ARTICLE 31 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.

ARTICLE 32 - TRAITEMENT

(sans objet)

ARTICLE 33 - NORMES DE REJET

(sans objet)

ARTICLE 34 - CONTROLE ET SUIVI DES EMISSIONS

(sans objet)

PREVENTION DES NUISANCES PAR LES BRUITS ET VIBRATIONS

ARTICLE 35 - BRUIT

35.1. Niveaux acoustiques admissibles

Les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée :

- 60 dBA pour la période diurne allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés,
- le bruit ambiant pour la période nocturne allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

La carrière ne doit pas créer, au niveau des locaux habités ou occupés par des tiers, une émergence supérieure à :

- 5 dbA pour la période allant de 7 h à 22 h les jours ouvrés,
- 0 dbA pour la période allant de 22 à 7 h les jours ouvrés ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continue équivalent pondéré A : L_{Aeq} .

L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins une heure représentative du fonctionnement le plus bruyant de l'installation.

35.2. Contrôles

Un contrôle du niveau sonore est effectué en trois emplacements définis en accord avec l'inspection des installations classées. Ces contrôles doivent être réalisés au minimum tous les trois ans, un premier contrôle étant effectué dès le démarrage de l'extraction dans la partie Nord-Est de l'autorisation, ou dans un délai de 1 an après délivrance de l'arrêté préfectoral.

Les mesures sont transmises dans un délai de un mois à l'Inspecteur des Installations Classées accompagnées, le cas échéant, d'un commentaire et de propositions.

Des mesures de bruit sont réalisées, dans le contexte le plus pénalisant, lorsque l'exploitation se situe au plus près des habitations.

35.3. – Mesures particulières

Toute transformation sur les moyens de transport ou d'extraction pouvant engendrer une modification des émissions sonores fera l'objet d'une information préalable de la DRIRE et d'une mesure de bruit afin d'en évaluer les conséquences.

ARTICLE 36 – VIBRATIONS

(sans objet)

DECHETS

ARTICLE 37 - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations et valorisations sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets (ferrailles, pneumatiques, pièces d'usure...) sont évacués dans ces conditions.

Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution est interdit.

SECURITE

ARTICLE 38 - RISQUES NATURELS

Inondation

Aucun produit ou matériel susceptible de générer une pollution de l'eau ne sera stocké sur le site.

ARTICLE 39 - TIRS DE MINES

(sans objet)

ARTICLE 40 - INCENDIE ET EXPLOSION

Des extincteurs homologués sont présents dans les véhicules terrestres et les engins flottants.

Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois l'an.

Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion, un permis de feu doit être délivré pour tous les travaux nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source de chaleur.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 41 - PLAN D'EVOLUTION

L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle 1 pour 1000 de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,
- la position des fronts,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des ouvrages visés à l'article 19 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 42 - DECLARATION DE FIN D'EXPLOITATION

L'exploitant adresse au préfet, dans les délais prévus à l'article 4 ci-avant, une notification de fin d'exploitation et un dossier en trois exemplaires comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photographies),
- un mémoire sur l'état du site établissant notamment :
 - . l'évacuation des déchets et structures et les conditions d'élimination des déchets polluants ;
 - . la mise en sécurité des vestiges de l'extraction ;
 - . l'insertion du site dans son environnement et sa destination future.

TITRE CINQUIEME

DISPOSITIONS EXECUTOIRES

ARTICLE 43 - MODIFICATION DES INSTALLATIONS ET CHANGEMENT D'EXPLOITANT -

Toute modification apportée par le demandeur aux installations visées à l'article 1er du présent arrêté, à leur mode d'utilisation ou à son voisinage, doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation.

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préalable de Monsieur le Préfet.

ARTICLE 44 - MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées, doit faire l'objet d'une déclaration préalable à Monsieur le Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 45 - ABANDON DES TRAVAUX

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux, et six mois au moins avant la date d'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire est tenu d'en faire la déclaration à Monsieur le Préfet.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux et les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement.

ARTICLE 46 - ANNULATION ET DÉCHÉANCE

La présente autorisation cesse de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation vient à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 47 - PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

ARTICLE 48 - MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex...) la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Il fournira à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 49 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 50 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et de 6 mois après le dépôt en Préfecture de la déclaration de début de travaux pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 51 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 52 - EXÉCUTION ET AMPLIATION

Mr le Secrétaire Général de la Préfecture de Saône et Loire, Mr le Sous-Préfet de Chalon-sur-Saône, Mr le Maire d'Ouroux-sur-Saône, Mr le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faite à :

- Mr le Sous-Préfet de Chalon sur Saône,
- Mr le Maire d'Ouroux sur Saône,
- Mr le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, 15-17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- Mr le Directeur Départemental de l'Équipement à MACON,
- Mr le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à MACON,
- Mr le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON,
- Mr le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON,
- Mr le Chef de subdivision du service de la navigation Rhône-Saône à Chalon sur Saône,
- Mme. la Directrice Régionale de l'Environnement,
- Mr le Chef du Service Départemental de l'Architecture,

- Mr. le Président du Conseil Général de Saône et Loire,
- Mr le Chef du Service Régional de l'Archéologie de Bourgogne,
- Mr le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile à MACON,
- Mr l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Inspecteur des Installations Classées, 206 Rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire,

MACON, le 27 NOV. 2001

LE PREFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de Saône-et-Loire,

Signé : Gilles LAGARDE

Pour ampliation
Le Chef de Bureau Délégué

Corinne GAUTHERIN



Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Macon le 27 NOV. 2001

CARRIERES BRESSE-BOURGOGNE

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de Saône-et-Loire,

Etude d'impact
EXTENSION D'UNE GRAVIÈRE
À OUROUX-SUR-SAÔNE

Signé : Gilles LAGARDE

PHASAGE DE L'EXPLOITATION - Situation finale

